



Paris, le 13 décembre 2010

**Appel aux collectifs locaux et aux équipes, associations
et syndicats engagés localement pour des modes d'accueil de qualité
à une rencontre nationale le 29 janvier 2011
à l'initiative de « Pas de bébés à la consigne »**

Les très belles et fortes mobilisations des professionnels de la petite enfance, avec les parents et de nombreux élus, autour du collectif « Pas de bébés à la consigne », ont exprimé au printemps 2010 un mouvement inédit au niveau national pour la défense de la qualité d'accueil, collectif et individuel, des jeunes enfants.

**Le collectif « Pas de bébés à la consigne » entend bien poursuivre cette mobilisation !
C'est un enjeu de salut public pour les enfants et leur famille !**

Malgré le passage en force du décret « Morano » sur les EAJE, après celui de la loi sur les Maisons d'assistantes maternelles, des élus se sont engagés par écrit, dans différentes collectivités, à ne pas appliquer les mesures régressives du décret.

Le collectif a obtenu des rendez-vous avec des représentants de Conseils Généraux et de Municipalités afin de développer les échanges sur leurs projets Petite Enfance et sur leur attitude quant aux mesures gouvernementales.

Nous maintenons encore et toujours nos exigences, notamment :

- pas d'accueil en surnombre à 120%, nous savons par expérience qu'à 110% les taux d'encadrement sont déjà régulièrement dépassés ; pas de modification du ratio de 50% minimum de personnels qualifiés ;
- pas de création de Maisons d'Assistantes Maternelles, véritables structures d'accueil collectif ne disposant d'aucune norme de fonctionnement ni d'encadrement ; pas de remise en cause ou de restriction sur la formation des assistantes maternelles ;
- pas de Jardins d'Eveil, dont le taux d'encadrement (1 professionnel pour 12 enfants) est plus défavorable qu'en crèche au même âge (1 pour 8) ;
- exclusion des modes d'accueil collectifs du champ de la Directive Services.

Conscients de la nécessité de créer 300 à 400 000 places pour répondre aux besoins des familles, nous n'avons pas accepté pour autant que cela s'accompagne d'une dégradation de la qualité d'accueil des bébés.

Mais notre responsabilité est aussi de mettre en débat des propositions en vue d'un véritable plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance.

C'est pourquoi nous avons annoncé au dernier trimestre 2010 plusieurs perspectives :

- **amplifier le mouvement de prise de position des élus** en s'adressant à eux sur la base de la lettre type¹ pour qu'ils s'engagent à ne pas appliquer les mesures gouvernementales ;

¹ <http://www.pasdebebesalaconsigne.com/lettreypejuin2010.php>

- **engager une campagne pour un plan ambitieux de formation** de 10 000 professionnels qualifiés par an pour créer 400 000 places d'accueil manquantes ;
- **créer les conditions d'une mobilisation commune**, pour assurer l'accueil dans des conditions adaptées aux enfants de 2-3 ans, entre les professionnels de la petite enfance et les enseignants de maternelles concernés par des milliers de suppressions de postes ;
- **déposer un recours** en Conseil d'Etat pour l'annulation du décret « Morano ».

Nous avons en particulier mis en avant **l'impérieuse nécessité d'obtenir des pouvoirs publics un réel plan ambitieux de formation petite enfance** de 10 000 professionnel(le)s qualifié(e)s par an pour faire face aux créations de 400 000 places manquantes. Ce plan doit notamment s'accompagner de mesures en faveur des titulaires de CAP Petite Enfance, BEP sanitaire et social et assistantes maternelles, leur permettant d'accéder par la promotion professionnelle à une qualification au moins équivalente à celle des auxiliaires de puériculture (*cf. ci-joint les premières pistes de réflexion du groupe de travail formé au sein du collectif sur le dossier de la formation*).

Dans la période de débats sur les choix de société qui s'ouvre avant les échéances de 2012, nous entendons faire valoir notre contribution pour des modes d'accueil de qualité.

Pour développer et poursuivre les échanges avec tous les intervenants engagés localement, et pour définir ensemble les orientations et revendications en faveur d'un tel accueil de qualité pour la petite enfance, nous avons décidé d'**organiser une** :

rencontre nationale le 29 janvier 2011 à Paris

- entre le collectif national "pas de bébés à la consigne" et les collectifs locaux et les équipes, les associations et syndicats mobilisés sur tout le territoire,
- pour élaborer un ***véritable plan d'urgence pour l'accueil de la petite enfance***.

Nous vous invitons à nous contacter rapidement par mail

pasdebebesalaconsigne@hotmail.fr

pour nous informer de votre participation et du nombre de personnes qui viendront, afin que nous réservions une salle adaptée en conséquence.

Au plaisir de se voir bientôt !

